

## Quelle politique étrangère américaine après 2020 ?

Par **Laurence Nardon**

**Laurence Nardon** est responsable du programme Amérique du Nord de l'Ifr.

Les résultats de l'élection présidentielle américaine de novembre 2020 sont très incertains. Si Donald Trump est réélu, il mènera sans doute une politique étrangère conforme à celle de son premier mandat. En cas de victoire démocrate, on assisterait en partie à un retour aux fondamentaux de la diplomatie de Barack Obama. La confrontation sino-américaine sera sûrement le sujet central de ces prochaines années. Sur ce dossier, les Démocrates ne renieraient pas totalement l'héritage de Trump.

**politique** étrangère

Les élections du 3 novembre 2020 devraient voir s'affronter Donald Trump et le démocrate Joe Biden. Sur leurs sites de campagne respectifs, les deux hommes annoncent des programmes de politique étrangère d'essence radicalement différente, fondés sur le nationalisme pour le premier, sur les valeurs de la démocratie et du respect des droits de l'homme pour le second. Le candidat démocrate doit cependant composer avec l'aile progressiste de son parti, qui prône une politique étrangère fondée sur le refus de l'exceptionnalisme américain et la recherche de justice sociale.

Si les différences de principes sont claires entre ces trois courants, le détail des projets se révèle beaucoup plus complexe, d'autant plus que les arbitrages sont loin d'être achevés dans le camp démocrate. À ce stade, il est cependant clair qu'une victoire de Joe Biden engagerait une rupture nette sur certains points, avec notamment le retour du multilatéralisme, mais présenterait des points de convergence avec les politiques menées par l'administration Trump. Ceci est particulièrement vrai sur la question des relations avec la Chine et du commerce international, sujets sur lesquels un changement de paradigme semble s'être imposé à tous depuis 2016. Cette évolution pourrait se trouver amplifiée par l'épidémie de COVID-19.

## Si Trump est réélu : la poursuite du nationalisme

Les changements d'avis fréquents et imprévisibles du président américain ont laissé penser qu'il n'avait pas de projet clair en termes de politique étrangère. Rien n'est moins vrai. Donald Trump mène depuis janvier 2017 une politique résolument nationaliste et unilatéraliste, également marquée, en pratique, par certaines marottes, telles sa conviction qu'il est le meilleur négociateur du monde, sa détestation du président Obama, ou son admiration pour les dirigeants autocrates. Le départ des conseillers « raisonnables » du début de son mandat a laissé se révéler petit à petit la prise en main personnelle des dossiers et des décisions par le président<sup>1</sup>.

Le seul conseiller dont la présence de long terme semble assurée en cas de réélection de Trump en novembre 2020 est celle de son gendre Jared Kushner. Nommé haut conseiller du président en janvier 2017, Kushner n'influence pas son beau-père dans le sens d'une diplomatie traditionnelle. Il a été l'architecte d'un plan de paix israélo-palestinien présenté par le président en janvier 2020, et aussitôt dénoncé par toutes les parties sauf la droite dure israélienne. Il est aujourd'hui actif, dans des fonctions mal définies, sur le dossier du coronavirus.

La politique étrangère du président devrait donc se poursuivre sur la même ligne en cas de deuxième mandat. L'opposition démocrate craint qu'en cas de réélection de Donald Trump, ce dernier ne connaisse plus de limites, et mette le monde en danger, par exemple avec le déclenchement d'un conflit avec l'Iran ou la Corée du Nord. Côté républicain, on répond que le président a déjà rempli toutes les promesses de campagne qui étaient les siennes en 2016 en matière de politique étrangère : il a retiré son pays de l'accord de Paris sur le climat, de l'accord sur le nucléaire iranien JCPOA, du Partenariat Trans-Pacifique, etc.<sup>2</sup>. D'ailleurs, son site de campagne pour 2020 présente un bilan triomphal de la politique étrangère menée depuis 2017, et n'ajoute aucune nouvelle proposition pour les quatre ans à venir. Reste que le président est notoirement impulsif : le risque d'une réaction imprudente à des événements imprévus ne peut être écarté...

## En cas de victoire de Biden : un retour à la ligne Obama ?

La seule possibilité d'un changement de cap de la politique étrangère américaine en janvier 2021 repose pour l'heure sur une victoire de Joe

---

1. Pour un bilan de la politique étrangère de Donald Trump, voir l'article de Martin Quencez dans ce numéro.  
2. J. Jay Carafano, « 5 Myths about Trump's Foreign Policy », Heritage Foundation, 3 mars 2020, disponible sur : [www.heritage.org](http://www.heritage.org).

Biden. Après le retrait de tous ses adversaires dans la campagne des primaires démocrates, Biden devrait être investi par son parti pour affronter Donald Trump – même si l'on ne sait pas encore très bien comment la Convention démocrate, désormais repoussée au mois d'août 2020, va pouvoir se tenir. À défaut d'une victoire, il faudrait attendre le départ de Trump au terme de son second mandat, en 2024, départ garanti par le 22<sup>e</sup> amendement qui interdit aux présidents de briguer un troisième mandat.

Sur la politique étrangère comme sur tous les sujets, l'un des fils rouges de la campagne de Biden est de prôner un retour à l'ère Obama, présentée comme une époque bénie. Les démocrates modérés comme Biden ont tendance à considérer l'élection de Trump comme un accident, et non comme la conséquence de l'abandon, depuis les années 1980, des classes moyennes américaines par les élites des deux partis<sup>3</sup>.

### *Les anciens aux manettes*

En cas d'élection de Biden, les postes clés en matière de politique étrangère pourraient être attribués à des anciens de l'administration Obama. Pour le poste de Secrétaire d'État, on parle ainsi de Tom Donilon, qui fut Conseiller pour la sécurité nationale d'Obama de 2010 à 2013, ou de Susan Rice, qui lui succéda à ce poste lors du second mandat d'Obama, de 2013 à 2016. Circulent aussi les noms de Wendy Sherman, sous-Secrétaire d'État pour les affaires politiques de 2011 à 2015, qui fut la négociatrice en chef de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA), et William Burns, diplomate de carrière, Secrétaire d'État adjoint de 2011 à 2014<sup>4</sup>. Antony Blinken, qui a été Secrétaire d'État adjoint en 2015 et 2016, est un proche de Joe Biden. Il l'a conseillé sur les affaires de sécurité nationale de 2009 à 2013, lorsque Biden était vice-président, et joue un rôle central dans sa campagne pour 2020. Il pourrait lui aussi devenir Secrétaire d'État, à moins qu'il ne soit nommé directeur de cabinet ou Conseiller pour la sécurité nationale.

Ces choix très obamiens pourraient ramener, en première analyse, vers la pratique des années 2009-2016, avec un retour au multilatéralisme et au moralisme prônés par l'*establishment* de la politique étrangère américaine – ce que les *insiders* appellent *The Blob*<sup>5</sup> –, conjugués à une réticence

3. C. Belin et P. Zajac, « La nouvelle gauche américaine », *Le Débat*, janvier 2020.

4. Bill Burns a publié ses mémoires : *The Back Channel: A Memoir of American Diplomacy and the Case for Its Renewal*, New York, Random House, 2019.

5. Le terme de *blob* a été introduit par le conseiller d'Obama Ben Rhodes. D. Samuels, « The Aspiring Novelist Who Became Obama's Foreign-Policy Guru », *The New York Times Magazine*, 5 mai 2016, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

marquée à l'égard des interventions militaires. La mort de l'ambassadeur américain en Libye en 2012, après l'intervention militaire de 2011, et le refus d'intervenir en Syrie à l'été 2013 sont des souvenirs marquants pour les conseillers déjà mentionnés.

### *Diplomatie et multilatéralisme*

Joe Biden a prononcé le premier grand discours de politique étrangère de sa campagne à l'université de New York le 11 juillet 2019. Dans la veine traditionnelle de l'*establishment* démocrate, il y a mis au premier plan le respect de la démocratie et des valeurs de l'Amérique. Le vocabulaire employé est celui de la « réparation » après les années Trump, autour des notions de dignité et d'exemplarité. Il s'engage, s'il est élu, à rétablir la présence des États-Unis comme puissance stabilisatrice dans le monde.

## **Rétablir la présence des États-Unis en tant que puissance stabilisatrice**

Ainsi la campagne Biden promet-elle d'abord un retour à la pratique diplomatique traditionnelle des États-Unis, pratique fondée sur le principe du multilatéralisme. Les engagements sont nombreux : opérant un virage à 180 degrés, une prochaine administration démocrate rejoindrait l'accord de Paris sur le climat « dès le premier jour », et s'efforcerait de remettre en place un accord nucléaire avec l'Iran. Elle proposerait à la Russie de reprendre rapidement des négociations sur les questions d'équilibre nucléaire – le traité New Start expirant le 5 février 2021. Cette démarche d'ouverture vis-à-vis de Moscou serait certainement complexe, compte tenu de l'alignement bipartisan anti-russe actuellement porté par le Congrès. Elle romprait en tout cas avec l'attitude problématique du président Trump, qui n'avait pas caché son admiration pour le président Poutine, en dépit des mises en garde de ses propres agences de renseignement. De plus, un renouvellement des manœuvres d'influence russes sur les réseaux sociaux durant la campagne de 2020 ne ferait que renforcer la méfiance des élus américains envers Moscou.

Les premiers concernés par un changement d'attitude de Washington seraient les Européens, qui ont essuyé de nombreuses critiques de la part du président Trump. Joe Biden a promis le retour immédiat d'un dialogue constructif et amical avec les pays européens, avec l'Union européenne et avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), même si l'exigence d'une meilleure contribution des Européens à l'Alliance atlantique n'est pas oubliée.

Deux interrogations viennent cependant jeter une ombre sur le grand mouvement de restauration annoncé par la campagne Biden. D'une part,

le retour au multilatéralisme n'est pas conditionné à des exigences de réforme des institutions internationales : pas de projet précis, pour l'heure, concernant le fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du système monétaire international, ou du Conseil de sécurité des Nations unies<sup>6</sup>. D'autre part, le retour de l'amitié américaine ne signifie pas nécessairement un retour de la confiance des Européens. Les coups de balancier de la diplomatie américaine, liés à un système politique excessivement polarisé, constituent un problème récurrent pour la communauté internationale depuis les années 1990 : quel crédit les Européens pourraient-ils apporter à une puissance qui renie régulièrement sa parole ?

### Les « Démocrates de 2021 »

Le retour de la politique étrangère américaine à la pratique de l'ère Obama, annoncé par le camp Biden, est d'ailleurs impossible. L'élection de Donald Trump a entraîné une prise de conscience de la crise du système libéral, dont les causes sont nombreuses : crise climatique, colère des classes moyennes<sup>7</sup>, montée des autoritarismes, défi chinois... Dès lors, certains démocrates modérés mènent depuis quelques années un débat novateur sur ce que devrait être la politique étrangère du prochain président démocrate<sup>8</sup>. Ceux que Thomas Wright, chercheur à la Brookings, appelle les « 2021 Democrats » sont d'anciens responsables de l'administration Obama qui repensent de manière critique leur approche de la situation internationale, et rompent parfois avec les idées plus convenues qu'eux-mêmes ont pu défendre lorsqu'ils étaient aux affaires.

#### « Pas de retour en arrière sur le commerce »

La principale remise en question opérée par les « 2021 Democrats » porte sur la mondialisation fondée exclusivement sur le profit, et dont les classes moyennes américaines ont souffert. Le Carnegie Endowment a ainsi lancé une réflexion critique sur l'avenir des grands accords commerciaux. Coordinées par le chercheur Salman Ahmed, des études de terrain ont été menées dans l'Ohio (décembre 2018), dans le Colorado et le

6. Entretien avec Benjamin Haddad, *Atlantic Council*, avril 2020.

7. Les classes moyennes peu ou pas diplômées aux États-Unis ont directement pâti de l'augmentation des échanges avec la Chine. Cf l'étude de D. Autor, D. Horn et G. Hanson, « The China Shock: Learning from Labor-Market Adjustment to Large Changes in Trade », *The Annual Review of Economics*, vol. 8, octobre 2016, qui montre que les importations de produits manufacturés chinois ont entraîné la disparition d'un million d'emplois industriels, et celle de 2,4 millions d'emplois indirects aux États-Unis dans les années 2000 (hors effets de la robotisation).

8. T. Wright, « The Quiet Reformation of Biden's Foreign Policy », *The Atlantic*, 19 mars 2020, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com).

Nebraska (à paraître en 2020)<sup>9</sup>. De même, les anciens conseillers d'Hillary Clinton Jake Sullivan et Jennifer Harris, chantres du libre-échange en leur temps, sont aujourd'hui sur une ligne plus protectionniste, proposant de réformer la pratique du libre-échange dans le sens d'un meilleur contrôle.

Ce faisant, ils peuvent aussi profiter des avancées et ruptures engagées du fait des méthodes brutales du président Trump<sup>10</sup>. Le changement de ton a été particulièrement net en ce qui concerne la Chine. En effet, en dénonçant le *dumping* social, la manipulation de la monnaie, les extorsions de propriété intellectuelle, Trump a mis en pleine lumière un sujet que les Occidentaux avaient tendance à taire poliment jusqu'alors. Et en décidant l'augmentation des tarifs douaniers à partir de janvier 2018, il est passé à l'offensive.

De fait, le candidat Biden a lui aussi évolué. Son programme s'engage en faveur d'un commerce international plus juste : on n'en reviendra pas en matière de commerce aux vieilles habitudes (« *There is no going back to business as usual on trade* »). Une position qui se trouve renforcée par la nécessité de rallier les électeurs de Bernie Sanders, partisans d'un retour au protectionnisme. Biden promet de corriger les excès du libre-échange afin de protéger, voire de recréer, les emplois industriels dans la *rust belt*. Mais à la différence des renégociations menées tambour battant par Robert Lighthizer, le Représentant au commerce du président Trump, une prochaine administration démocrate procéderait sans doute de manière plus consensuelle avec les partenaires étrangers. Reste à voir quelle serait l'influence des donateurs démocrates issus des milieux financiers, les *Wall Street Democrats*, qui entendent poursuivre sans aucune remise en question les pratiques du libéralisme mondialisé.

### La gauche du Parti contre l'exceptionnalisme américain

Biden et ses conseillers doivent faire face aux critiques de la gauche du Parti démocrate. Parmi ces dernières, Ro Khanna, représentant de Californie, Joe Cirincione, président de l'ONG anti-nucléaire Ploughshares Fund et Matt Duss, ancien chercheur au Center for American Progress, ont participé à la campagne de Bernie Sanders, désormais interrompue<sup>11</sup>. Depuis 2017, ils ont contribué à développer le solide programme de politique étrangère qui lui avait manqué lors de sa campagne de 2016. Après le

9. S. Ahmed, « Is US Foreign Policy Working for Ohio's Middle Class? », Carnegie Endowment for International Peace, 13 décembre 2018, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

10. « Robert Jervis Reflects on America's Foreign Policy for January 2021: What to Plan for When You're Expecting », Chatham House, 15 janvier 2020, disponible sur : <https://americas.chathamhouse.org>.

11. Khanna était co-président de la campagne, Cirincione conseiller senior et Duss conseiller.

ralliement de Sanders à Joe Biden fin avril 2020, ce dernier a publiquement proposé à ces responsables de rejoindre sa propre campagne, pour y implanter leur vision. Cette proposition a été accueillie positivement. Cependant, seule leur nomination à des postes importants dans une future administration Biden pourrait garantir l'application concrète de leurs idées. Si la nomination des senior Khanna et Cirincione ferait grincer des dents chez les modérés, Matt Duss, plus junior, pourrait peut-être être nommé sous-Secrétaire d'État.

La régulation du libre-échange était la mesure centrale du programme de Sanders en 2016. Le refus de l'interventionnisme s'y ajoute, avec une importance comparable, dans son programme pour 2020. Près de vingt ans après les interventions militaires en Afghanistan et en Irak, les projets néo-conservateurs de changement de régime ne sont plus soutenus par personne à Washington. Et les États-Unis interagissent désormais couramment avec des démocraties devenues illibérales, ou des régimes qui ne font plus mystère de leur caractère autoritaire. L'Amérique doit-elle définitivement abandonner la promotion de la démocratie ? Le choix du non-interventionnisme est indissociable d'une réflexion sur le rôle des États-Unis dans le monde.

Le débat se poursuit en effet sur le bien-fondé de l'exceptionnalisme américain – idée selon laquelle les États-Unis ont une responsabilité morale à faire le bien dans le monde. Si l'on sait que Donald Trump ne croit pas à la morale en politique étrangère, le camp démocrate reste partagé. Ainsi, Joe Biden fait-il preuve d'un certain angélisme : il prévoit d'organiser, dans la première année de son mandat, un « Sommet mondial sur la démocratie », invitant les démocraties du monde à réfléchir ensemble aux défis de notre temps et aux actions susceptibles de renforcer leurs valeurs communes<sup>12</sup>.

### **L'Amérique doit-elle abandonner la promotion de la démocratie ?**

Face à Biden, le Quincy Institute préconise une politique étrangère engagée dans la diplomatie et les organisations internationales, mais refusant par principe toute implication militaire, et surtout tout idéalisme. Ce *think tank* fondé en décembre 2019, emprunte son nom à John Quincy Adams, 6<sup>e</sup> président des États-Unis, selon qui les États-Unis ne doivent pas « aller à l'étranger en quête de monstres à abattre ». Pour son président Andrew Bacevich, les choses sont claires : les États-Unis ne doivent

12. Ce projet de sommet n'est pas sans évoquer le Forum de Paris sur la paix, initié pour des raisons similaires quoique plus géopolitiques, par le président Macron en 2018, et désormais annuel.

pas reprendre un rôle de leader dans le monde. Son directeur adjoint Stephen Wertheim est encore plus direct : les États-Unis doivent cesser de s'impliquer dans la promotion de la démocratie et dans les interventions humanitaires<sup>13</sup>.

Financé à la fois par le conservateur Charles Koch et par le progressiste George Soros, le Quincy se veut trans-partisan. Il n'en demeure pas moins que sa ligne anti-exceptionnaliste est très appréciée dans les cercles de la gauche du Parti démocrate. Cependant, pour ces derniers, elle ne signifie pas une absence d'exigence morale dans la conduite de la politique étrangère, mais plutôt le choix de principes différents. À leurs yeux, l'exaltation du modèle américain et la défense de la démocratie doivent céder le pas à une critique sévère du bilan des États-Unis dans le monde, et à la recherche de justice sociale.

### **Les choix révélateurs au Moyen-Orient**

Les différences de point de vue entre les deux ailes du Parti démocrate sur la question des valeurs s'illustrent de manière très révélatrice dans leurs propositions sur les crises du Grand Moyen-Orient, y compris l'Afghanistan.

#### *La fin des « guerres sans fin »*

Les opérations en Afghanistan et en Irak sont unanimement considérées comme les exemples-type des impasses auxquelles peut mener l'exceptionnalisme américain. Tous les présidents depuis George W. Bush, y compris ce dernier lors de son second mandat, se sont engagés à mettre un terme à ces « guerres sans fin ». Biden ne manque pas à la règle, avec l'accord de l'aile gauche du Parti, opposée de longue date à ces interventions – l'un des titres de gloire de Bernie Sanders étant d'avoir voté contre la guerre en Irak en 2002.

#### *L'ambassade reste à Jérusalem*

L'attitude à observer vis-à-vis de l'allié israélien est un point de désaccord majeur au sein du camp démocrate. Le programme de Joe Biden pose le principe d'un soutien absolu à Israël, ce qui semble un point de passage obligé pour tous les dirigeants américains depuis la montée en puissance de la droite chrétienne dans les années 1980. Le transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, par exemple, est un fait accompli sur lequel

---

13. S. Wertheim, « The Price of Primacy: Why America Shouldn't Dominate the World », *Foreign Affairs*, mars-avril 2020, disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

Biden ne compte pas revenir. De fait, on ne voit pas comment un président américain pourrait revenir en arrière sur cette question sans rencontrer de graves problèmes en politique intérieure.

L'aile gauche du parti rompt avec cette attitude, ce qui est tout à fait inhabituel. Bernie Sanders, dont une partie de la famille a péri dans la Shoah, peut se permettre d'être très critique vis-à-vis du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, qu'il a traité de « réactionnaire raciste » lors du débat télévisé du 25 février 2020. Son conseiller Matt Duss est sur la même ligne. En 2010, il écrivait sur le site ThinkProgress : « Comme la ségrégation dans le Sud des États-Unis, le siège de Gaza (et toute l'occupation israélienne, en réalité) est une abomination morale qui devrait être intolérable à quiconque se réclame de valeurs progressistes. » Ces valeurs sont ici celles de la défense des plus vulnérables.

### *L'Arabie Saoudite critiquée par tous*

Le camp démocrate est en revanche unanime pour réclamer la fin du soutien à l'Arabie Saoudite dans sa guerre contre les rebelles Houthis au Yémen. Cette guerre est dénoncée comme immorale, et le rejet du régime du prince héritier Mohammed ben Salmane est intense, renforcé par l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en octobre 2018. Du côté de la gauche du parti s'ajoute une critique de fond du système économique de la pétromonarchie saoudienne.

Sénateur du Connecticut, Chris Murphy a fait de ce dossier son cheval de bataille au Congrès, où il multiplie les initiatives depuis l'internationalisation du conflit yéménite en 2015. Au printemps 2019, il a joué un rôle central dans le passage au Sénat, puis à la Chambre, d'une résolution exigeant du président qu'il interrompe son soutien à l'Arabie Saoudite tant que le Congrès n'aurait pas voté une déclaration de guerre en bonne et due forme. Le président, sans surprise, a opposé son veto à la mesure, mais l'événement est important. Il a en effet suscité un soutien bipartisan à un retour en force du Congrès dans la politique étrangère par le biais de la Loi sur les pouvoirs de guerre (*War Powers resolution*) de 1973<sup>14</sup>. À 46 ans, Murphy est ainsi devenu l'un des élus démocrates les plus impliqués et les plus médiatiques en politique étrangère<sup>15</sup>. Prônant une politique étrangère fondée sur des valeurs de liberté politique et d'égalité sociale, réclamant l'arrêt des interventions militaires, Murphy tente de

14. A. Ward, « The Senator of State: How Connecticut's Chris Murphy, a Rising Democratic Star, Would Run the World », Vox EU, 16 avril 2020.

15. C. Murphy, « How to Make a Progressive Foreign Policy Actually Work », *The Atlantic*, 7 octobre 2019, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com).

faire le lien entre les deux courants du Parti. Il se positionne lui aussi pour devenir Secrétaire d'État dans l'hypothèse où Joe Biden deviendrait président.

### *Quelles sanctions contre l'Iran ?*

Au printemps 2020, de nombreuses personnalités démocrates ont appelé à un allègement des sanctions économiques américaines contre l'Iran, afin que ce pays puisse mieux faire face à une épidémie de COVID-19 qui le frappe durement. Mais cet accord conjoncturel dissimule une divergence de vision sur la question des sanctions<sup>16</sup>.

## **Les sanctions ont été trop utilisées par l'administration Trump**

Les démocrates centristes pensent que les sanctions ont été beaucoup trop utilisées par l'administration Trump, au point de devenir inefficaces, mais qu'elles restent un outil légitime et indispensable de la politique étrangère américaine. Les radicaux, au contraire, rejettent leur emploi par principe, parce qu'elles touchent en priorité les populations les plus fragiles des pays visés. C'est ainsi qu'en février 2020, avant que l'épidémie ne soit au centre des attentions, la représentante du Minnesota Ilhan Omar, très à gauche, a déposé un projet de loi exigeant un accord du Congrès pour toute décision de la Maison-Blanche sur le sujet. Ce projet n'a pas été adopté.

### **Sur la Chine, un débat recentré**

Tout comme sur la question du commerce international ou celle des interventions armées au Moyen-Orient, la politique de Biden vis-à-vis de la Chine ne serait sans doute pas fondamentalement différente de celle que mène Trump depuis quatre ans.

Il est frappant de constater que le vaste débat sur la puissance chinoise, qui faisait rage à Washington depuis les années 1990 bien au-delà des cercles démocrates, semble aujourd'hui largement clos. À l'époque, les experts américains s'interrogeaient sur la possibilité de susciter une démocratisation du régime chinois grâce à l'accroissement du commerce et des investissements avec ce pays. Sur le modèle de l'Ostpolitik, les échanges allaient faire prospérer les classes moyennes chinoises qui, inévitablement, exigeraient plus de liberté de leurs dirigeants. À l'heure

---

16. M. Petti, « Economic Sanctions: An Alternative to War or War by Alternative Means? », *The National Interest*, 28 avril 2020, disponible sur : <https://nationalinterest.org>.

où le président Xi Jinping a fait reconduire son mandat sans limitation de durée, les optimistes ont compris qu'ils s'étaient trompés.

Un second questionnement portait sur les ambitions de la Chine par rapport au monde. Souhaitait-elle développer une puissance régionale ou mondiale ? Sa puissance serait-elle uniquement mercantile, ou allait-elle s'avancer sur le terrain politique ? Au vu de l'importance du projet des Nouvelles routes de la soie, lancé en 2013, et de l'apologie de plus en plus bruyante de son modèle politique par Pékin, l'hypothèque est ici également levée. La propagande chinoise à propos de l'épidémie de COVID-19 ne fera que renforcer la méfiance des Occidentaux.

Le débat qui perdure entre experts américains porte sur l'inévitabilité d'un affrontement entre les États-Unis et la Chine. L'ouvrage de Graham Allison, *Le Piège de Thucydide* (2017), est à cet égard très pessimiste. L'auteur craint que le monde ne soit entré dans une phase de transition entre deux grandes puissances, et que l'affrontement entre elles, sur le modèle des guerres entre Sparte et Athènes, ne soit beaucoup plus probable qu'une transition pacifique, comme celle qu'ont connue la Grande-Bretagne et les États-Unis dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Aujourd'hui, l'humeur à Washington est donc à la méfiance envers Pékin, et Joe Biden préconise une attitude de grande fermeté. Mais le camp progressiste semble plus ambivalent : si la menace que représente le modèle chinois pour les démocraties, et le tort que le départ des emplois manufacturiers vers la Chine a causé aux classes moyennes américaines ne peuvent être ignorés, le choix d'une politique offensive de la part des États-Unis pourrait les faire replonger dans une course à la puissance. Or, pour l'aile gauche du Parti, les inévitables dépenses militaires qu'entraînerait cette évolution sont inacceptables. Le co-président de l'ex-campagne de Sanders, Ro Khanna, a récemment tenu des propos contradictoires sur cette question. Il insistait d'une part sur la nécessité de lutter contre l'autoritarisme, de défendre la propriété intellectuelle et la liberté de navigation (appuyée par une présence militaire américaine dans l'Océan indien et en mer de Chine), et d'autre part sur le rejet d'une « nouvelle guerre froide »<sup>17</sup>.

Une prochaine administration démocrate pourrait être encore plus dure que la présidence Trump vis-à-vis du régime de Xi Jinping. En effet, ses

---

17. M. Petti, « What Do Progressives Think about China? », *The National Interest*, 23 avril 2020, disponible sur : <https://nationalinterest.org>.

exigences pourraient porter non seulement sur l'application des règles commerciales de l'OMC – au premier rang desquelles celles qui concernent la propriété intellectuelle et les normes environnementales –, mais aussi sur le respect des droits de l'homme. Elle pourrait, sur ces deux plans, mettre à profit les ruptures introduites par le style agressif de Donald Trump. Qui plus est, le retour au multilatéralisme d'une administration Biden, entraînant une présence plus affirmée et plus active des États-Unis dans les institutions internationales, permettrait aussi d'entraver les avancées chinoises dans le système international, et notamment à l'ONU<sup>18</sup>.

### Et le gagnant est...

L'enjeu du résultat des prochaines présidentielles américaines ne saurait être surévalué. Mais les pronostics sont encore plus difficiles à poser que d'ordinaire, tant l'épidémie de COVID-19 crée des conditions inédites pour la campagne électorale.

Confiné dans sa maison du Delaware, Joe Biden a du mal à maintenir sa visibilité. Ses apparitions médiatiques, et les vidéos qu'il poste sur son site officiel, sont des exercices dans lesquels il n'est pas à l'aise, contrairement au contact humain dont il est désormais privé. Du côté de Trump, l'effet d'union nationale dû à la crise a rapidement cessé d'être significatif : le président est très critiqué pour sa gestion de l'épidémie et ses déclarations inquiétantes lors des briefings quotidiens qu'il mène depuis la Maison-Blanche.

Au printemps 2020, Joe Biden reste en tête dans les sondages. Mais au-delà du manque de fiabilité de ces instruments, démontré par l'expérience de 2016, nombre de rebondissements peuvent encore se produire...




---

#### Mots clés

Politique étrangère américaine

Donald Trump

Joe Biden

Élection présidentielle américaine de 2020

---

18. L. Nardon, « Trump, la Chine et la remise en cause de l'«ordre international libéral» », in T. Gomart et É.-A. Martin (dir.), « L'Europe face à la rivalité sino-américaine : le coronavirus comme catalyseur », *Études de l'Ifri*, Ifri, mars 2020, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

## Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



### TARIFS 2020

#### ► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
<b>Particuliers</b>	papier + numérique	80,00 €	100,00 €
	e-only	65,00 €	80,00 €
<b>Institutions</b>	papier + numérique	175,00 €	195,00 €
	e-only	130,00 €	150,00 €
<b>Étudiants**</b>	papier + numérique	70,00 €	75,00 €
	e-only	50,00 €	55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

#### ► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
<b>Numéro récent (à partir de 2014)</b>	23,00 €	.....	.....
<b>Numéro antérieur à 2014</b>	20,00 €	.....	.....
<b>TOTAL DE MA COMMANDE</b>			..... €

### Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

### Adresse de livraison

Raison sociale : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....

Courriel : .....@.....

### Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_\_\_

Signature (obligatoire)

### Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au 0 820 065 095

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traitent vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com), sous réserve de justifier de votre identité ou, à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

